



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/GC.22/9
24 janvier 2003

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

**Vingt-deuxième session du Conseil d'administration/
Forum ministériel mondial sur l'environnement**
(Nairobi, 3-7 février 2003)

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE DU DIRECTEUR EXECUTIF

Introduction

1. Cette session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement se tient à un moment décisif dans l'élaboration de politiques internationales dans le domaine tant de l'environnement que du développement durable. Elle a par ailleurs lieu en Afrique, alors que notre pays hôte, le Kenya, vient de tenir des élections démocratiques saluées pour leur transparence et le transfert pacifique de pouvoir qu'en a résulté. Cet événement indique à l'évidence que l'Afrique prend au sérieux la bonne gouvernance; le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), dont le siège se trouve ici à Nairobi, a eu le privilège d'assister à cet événement historique, qui, nous en sommes convaincus, renforcera encore ce siège unique de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, il importe également de noter l'évolution positive de la situation de l'autre organisme qui a son siège à Nairobi, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), lequel est devenu l'an dernier un programme des Nations Unies à part entière. Nous continuons à œuvrer ensemble pour relever les défis auxquels l'Afrique est confrontée et le PNUE s'efforcera de mettre en application son thème : "l'environnement pour le développement".

A. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement entre dans sa quatrième décennie

2. Cette vingt-deuxième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement se tient également peu après le trentième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui avait abouti à la création du PNUE. Fort de trois décennies d'expérience et quelques mois après le Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, il nous faut exploiter les réalisations de la communauté internationale dans la promotion de politiques environnementales internationales au cours de ces trente dernières années, en mettant au point des ripostes concrètes pour relever les grands défis en matière d'environnement et de développement durable et satisfaire à l'impératif de mise en œuvre du Sommet mondial.

K0360213 310103

B. Grandes questions dont est saisi le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement

3. L'occasion nous est donnée à cette session de mettre en place un programme solide qui s'appuie sur une vision stratégique visant à étayer les travaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) au cours de sa quatrième décennie d'existence. Le Conseil/Forum débattrà à cette session des grands problèmes qui marqueront la décennie, tels que :

- a) L'eau;
- b) Les produits chimiques;
- c) Le commerce et l'environnement;
- d) L'environnement et la diversité culturelle;
- e) La transformation des modes de production et de consommation non viables;
- f) La base de ressources naturelles pour lutter contre la pauvreté;
- g) La régionalisation.

Le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement devra s'efforcer de traiter de ces questions dans le cadre fixé lors du Sommet mondial pour le développement durable, dont sont issus un Plan d'application¹ concret et assorti d'objectifs, une déclaration de Johannesburg sur le développement durable² visionnaire mais pragmatique et une nouvelle philosophie du partenariat visant à garantir la pleine application d'Action 21.

C. Orientation régionale

4. En outre, conformément à l'orientation régionale du Forum ministériel mondial sur l'environnement, il nous faudrait également saisir cette occasion de mettre l'accent sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. La Déclaration des Nations Unies sur le Nouveau partenariat, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/2 du 16 septembre 2002, a accueilli favorablement le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, initiative conduite, maîtrisée et gérée par l'Union africaine et a instamment demandé au système des Nations Unies et à la communauté internationale d'aider à la mise en oeuvre du Nouveau partenariat. Nous ferons porter nos débats au cours de la première journée du Conseil/Forum sur l'Afrique et les défis particuliers auxquels elle est confrontée. En effet, la majorité des pays les moins avancés se trouvent en Afrique et le PNUE doit également contribuer de par ses activités au développement de ces pays, dans le cadre défini par le Conseil/Forum et de structures régionales telles que l'Union africaine, le Nouveau partenariat, ainsi que des initiatives infrarégionales. Il est particulièrement significatif que l'Afrique ait pris en main sa propre destinée, s'engageant en faveur d'un plan qu'elle a elle-même conçu non seulement pour parvenir à la croissance mais également pour relever le niveau de vie de l'ensemble de ses peuples dans la transparence et la dignité. Il faut avoir conscience de ce réalisme prometteur dans nos délibérations lors de ce Conseil d'administration.

5. Comme le souligne le Plan d'application du Sommet mondial, il est fondamental de reconnaître la situation particulière de chaque région pour évaluer et traiter les grands problèmes communs auxquels l'humanité fait aujourd'hui face, à savoir la pauvreté, les modes non viables de production et de consommation et la dégradation de la base de ressources naturelles pour le développement. Les solutions doivent être adaptées aux besoins de chaque région, mais il faut mettre au point une stratégie pour veiller à ce que ces solutions soient efficaces et aient véritablement une incidence positive sur le pilier environnemental de la vie des gens dans le contexte actuel de mondialisation. Les ministres et chefs de délégations seront invités lors de ce Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à débattre des interactions cruciales qui existent entre les politiques et stratégies suivies dans les régions et au niveau mondial.

D. Résultats des grandes conférences

6. Le contexte politique international plus général présente un intérêt particulier pour nos travaux cette année. A cet égard, la Déclaration ministérielle adoptée lors de la Conférence de Doha de l'Organisation mondiale du commerce³ a appelé l'attention, comme jamais auparavant, sur les questions relatives à l'environnement et au commerce dans le contexte plus large du commerce et du développement. Les liens indissociables qui existent entre environnement, développement et pauvreté ont été reconnus à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Bruxelles en mai 2001. Le Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le financement du développement⁴ a défini une nouvelle conception internationale du financement du développement, tandis que le programme d'application et les autres conclusions du Sommet mondial nous offrent un plan de campagne clair et assorti d'objectifs pour la mise en oeuvre.

E. Réalisations

7. Nous pouvons à juste titre nous féliciter des progrès que nous avons accomplis au cours des 30 dernières années. Parmi les principales réalisations, citons l'élaboration d'un corpus de droit international et d'accords couvrant les principales questions d'environnement aux niveaux régional et mondial, ainsi que la création d'institutions environnementales nationales, de cadres juridiques et de moyens d'exécution, et les progrès scientifiques et technologiques qui nous ont permis de mieux comprendre des problèmes environnementaux complexes et de renforcer notre aptitude à résoudre ces problèmes.

F. Défis

8. Comme nous le notions dans le troisième rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO 3), les 30 dernières années ont été caractérisées par une croissance économique soumise aux forces du marché et une augmentation de la consommation qui n'ont pas permis de répondre aux besoins fondamentaux de tous les peuples et de toutes les nations. Nous avons assisté à une surexploitation insoutenable des ressources naturelles qui a échoué à répondre à une multiplicité de besoins humains. Si quelques progrès ont été accomplis sur le plan géographique ou fonctionnel, l'environnement est aujourd'hui plus fragile et dégradé qu'en 1972. Dans le même temps, les forces de la mondialisation continuent à redéfinir en profondeur l'application des politiques environnementales, ce qui offre de nouvelles occasions mais fait également peser un risque de pauvreté et de marginalisation pour une large partie de la population mondiale. Il nous faut trouver un équilibre entre les activités humaines et la nature. La sécurité même de notre planète en dépend.

G. Déclaration ministérielle de Malmö

9. La Déclaration ministérielle de Malmö⁵, qui traite de ces défis planétaires, continue à offrir des orientations valables dont nous inspirer. Dans la Déclaration, les ministres et chefs de délégation se sont dits conscients du fait que les causes profondes de la dégradation de l'environnement dans le monde sont à rechercher dans des problèmes socio-économiques tels que la pauvreté généralisée, les modes de production et de consommation non viables, la répartition inéquitable des richesses et le fardeau de la dette. Cette Déclaration recensait les nouvelles menaces et soulignait la nécessité d'associer systématiquement la société civile et le secteur privé à la recherche de solutions à ces menaces; elle reconnaissait le décalage existant entre les engagements et l'action, ainsi que la nécessité de mettre l'accent sur la mobilisation de ressources pour appuyer la mise en œuvre. Son caractère prémonitoire a contribué à façonner les premières contributions aux préparatifs du Sommet mondial.

H. Direction programmatique

10. Les propositions et le programme de travail dont sont saisis le Conseil/Forum à cette session constituent une tentative résolue de présenter un programme d'action du PNUE tourné vers l'avenir, qui se fonde sur les enseignements des 30 dernières années et prenne comme point de départ le consensus international consacré dans les diverses conférences organisées ces deux dernières années. Une telle approche revient à admettre implicitement, en premier lieu, que les problèmes d'environnement ne peuvent être efficacement traités isolément et que leur contexte socio-économique doit être pris en compte dans toute solution, et, en second lieu, que nous disposons maintenant de suffisamment d'orientations et qu'il faut nous atteler à les mettre en œuvre.

I. POLITIQUE INTERGOUVERNEMENTALE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT

A. Objectifs de développement du millénaire

11. En septembre 2000, au Sommet du millénaire des Nations Unies, les dirigeants du monde entier ont réaffirmé leur attachement envers l'Organisation des Nations Unies et leur volonté politique de mettre en œuvre ses priorités futures, soulignant que le principal défi à relever aujourd'hui est de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité tout entière. Dans la Déclaration du millénaire⁶, ils ont convenu d'un ensemble de buts et objectifs quantifiables et assortis d'échéances pour lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination contre les femmes, lesquels sont désormais connus sous le nom d'objectifs de développement du millénaire. Sous le chapitre «Protéger notre environnement commun», les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé dans la Déclaration du millénaire d'adopter dans toutes les actions ayant trait à l'environnement une nouvelle éthique de conservation et de sauvegarde et ont esquissé diverses premières mesures. A cet égard, l'un des objectifs de développement du millénaire, à savoir garantir la pérennité de l'environnement, prévoit l'intégration des principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux, l'inversion de la tendance à la perte de ressources environnementales, la réduction de moitié du nombre de ceux qui n'ont pas durablement accès à l'eau potable et la réalisation de progrès significatifs pour améliorer les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonvilles d'ici à 2020. Les objectifs de développement du millénaire sont dans de nombreux cas non seulement réaffirmés mais également consolidés dans le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable de 2002, avec des avancées notables dans des domaines tels que la pêche, les océans, les produits chimiques, le partage des avantages des ressources biologiques, les modes de consommation et de production et l'hygiène.

12. Dans sa résolution 55/162 du 14 décembre 2000 sur la suite à donner aux résultats du Sommet du millénaire, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un plan de campagne pour la mise en œuvre de ces engagements. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général d'établir un rapport annuel, complété par un rapport exhaustif tous les cinq ans, sur les progrès accomplis par le système des Nations Unies et les Etats Membres dans la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire. Les rapports annuels mettraient l'accent sur les questions intersectorielles et les thèmes polyvalents, ainsi que sur les grands domaines définis dans le plan de campagne, tandis que les rapports exhaustifs quinquennaux s'attacheraient à examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de tous les engagements pris dans la Déclaration.

13. Le premier de ces rapports annuels (document A/57/270), examiné par l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session, porte principalement sur les engagements pris dans tous les chapitres de la Déclaration et met en particulier l'accent sur les relations intersectorielles entre eux, mettant en relief les deux thèmes retenus pour l'année en cours : la prévention des conflits armés et le traitement et la prévention des principales maladies, notamment le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Lors de l'examen de ce rapport, l'Assemblée a reconnu, dans sa résolution 57/144, l'importante contribution des conférences et des sessions extraordinaires, en particulier la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Doha, la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey et le Sommet mondial de Johannesburg. L'Assemblée a décidé d'examiner à sa cinquante-huitième session la possibilité de tenir, au cours de sa soixantième session, une réunion plénière de haut niveau consacrée à l'évaluation de l'application de la Déclaration du millénaire. Elle a également décidé que le processus d'examen serait envisagé au regard du suivi intégré et coordonné des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine économique et social.

14. Il y a lieu de noter que les thèmes dont doit traiter le rapport du Secrétaire général sur le suivi de la Déclaration du millénaire en 2003 sont le «financement du développement» et les «stratégies du développement durable». Voilà qui donne une nouvelle impulsion à l'élaboration par le système des Nations Unies d'une stratégie cohérente pour garantir que le nouveau cycle de négociations commerciales lancé à Doha, le suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement et la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial se renforcent mutuellement, et pour concrétiser le désir d'optimiser la contribution globale de ces manifestations à la mise en œuvre des objectifs de développement du millénaire.

B. Doha

15. Lors de la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha (Qatar) du 9 au 14 novembre 2001, les participants se sont accordés sur l'ordre du jour de nouvelles négociations commerciales de portée mondiale. Cet ordre du jour est sans précédent en ceci que pour la première fois les besoins et intérêts des pays en développement ont été placés au centre des débats sur le commerce mondial, y compris la question de la nécessité de faciliter l'accès des produits de ces pays aux marchés. Il est également question d'engagements précis aux fins de négociations tendant à préciser les rapports entre les règles en vigueur de l'OMC et les obligations commerciales énoncées dans les accords multilatéraux sur l'environnement. Pour la première fois, ces négociations porteront sur une série de questions d'environnement ayant des incidences sur le commerce devant être négociées en tant qu'objectifs distincts ou bien en tant que questions intégrées à d'autres objectifs. Le but est d'avoir mené à terme la série de négociations de Doha consacrées au « développement » d'ici à janvier 2005, alors qu'au cours de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, qui aura lieu à Cancun (Mexique) du 10 au 14 septembre 2003, il sera procédé à un bilan et à l'examen des progrès accomplis.

16. Dans le préambule de la Déclaration ministérielle de Doha la communauté internationale affirme être convaincue que les objectifs consistant à maintenir et à préserver un système commercial multilatéral ouvert et non discriminatoire et à œuvrer en faveur de la protection de l'environnement et de la promotion du développement durable peuvent et doivent se renforcer mutuellement. Les ministres se sont aussi expressément félicités de la coopération suivie entre l'OMC et le PNUE et d'autres organisations s'occupant d'environnement.

17. A la section relative au commerce et l'environnement les ministres sont convenus de négocier des procédures d'échange régulier de renseignements entre les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement et l'OMC ainsi que de la réduction ou, selon qu'il conviendra, de l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires visant les biens et services liés à l'environnement, de préciser et d'améliorer les règles de l'OMC visant les subventions accordées au secteur des pêches, et de mettre au point des critères régissant la participation des représentants des secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement aux travaux des comités de l'OMC en qualité d'observateurs. Les ministres ont donné pour instruction au Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC de s'intéresser particulièrement aux effets des mesures touchant l'environnement sur l'accès aux marchés, notamment en ce qui concerne les pays en développement, de s'intéresser aux situations où l'on gagne à tous les coups (lorsque par exemple l'élimination ou la réduction des restrictions au commerce et des distorsions des échanges seraient bénéfiques pour le commerce, l'environnement et le développement), aux droits de propriété intellectuelle (y compris en précisant régulièrement les rapports entre l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et la Convention sur la diversité biologique) et à l'éco-étiquetage. Ils ont demandé au Comité de procéder, ce faisant, à l'identification des règles de l'OMC devant être précisées. Les ministres ont également admis que les programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce et l'environnement destinés aux pays en développement revêtaient de l'importance, et ils ont encouragé les membres de l'Organisation à procéder à un échange de connaissances spécialisées et de données d'expérience.

18. A cet égard, le PNUE est pleinement conscient de l'importance que revêt le commerce pour le développement; c'est pourquoi il a développé ses activités visant au renforcement des capacités au niveau national, en étroite coopération avec les organismes et secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement compétents. Il s'emploie à développer les réseaux de collaboration grâce auxquels les pays peuvent mettre en commun leur expérience, et il a mis à profit les analyses des projets pour mettre au point des méthodes d'évaluation pouvant aider les décideurs à déterminer les incidences des politiques commerciales sur l'environnement et les sociétés. Cette initiative a été particulièrement utile aux secteurs des pêches et de l'agriculture. La présente session du Conseil d'administration/Forum ministériel insiste particulièrement sur ces rapports car il importe de comprendre que dans l'univers en voie de mondialisation qui est le nôtre les politiques commerciales ont des conséquences sur le milieu dans lequel nous vivons.

C. Monterrey

19. La Conférence internationale sur le financement du développement, qui a été une autre initiative particulièrement propice au développement international, a rassemblé plus de 50 chefs d'Etat et de gouvernement et quelque 200 ministres des affaires étrangères, du commerce et du développement à Monterrey (Mexique), du 18 au 22 mars 2002. C'était la première réunion au sommet financée par l'Organisation des Nations Unies consacrée à des questions de financement cruciales intéressant le développement mondial, ayant permis aux organisations internationales, aux donateurs et aux bénéficiaires de passer en revue les causes du déclin des ressources financières d'origine publique et privée accordées aux pays en développement. On y a également traité la question de la mobilisation des ressources nécessaires pour donner effet aux décisions des conférences et sommets organisés par

l'Organisation des Nations Unies au cours des années 90, y compris la réalisation des objectifs fixés en matière de développement pour le millénaire.

20. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté le Consensus de Monterrey qui définit à grands traits une série de mesures à mettre en œuvre dans six domaines prioritaires pour que les objectifs en matière de développement convenus par la communauté internationale soient atteints, y compris les objectifs énoncés dans la Déclaration du millénaire; ces objectifs sont les suivants : mobiliser les ressources financières d'origine interne et externe aux fins de développement, favoriser les investissements étrangers directs et les apports financiers du secteur privé, faire du commerce l'un des moteurs du développement, développer la coopération financière et technique internationale, traiter la question de la dette extérieure ainsi que celles soulevées par le système en place dont la question de la cohérence de divers systèmes internationaux - monétaire, financier et commercial - et de leur utilité pour le développement.

21. L'accord de portée mondiale auquel est parvenue la Conférence, aux termes duquel les réformes politiques et économiques engagées par les pays en développement auraient pour contrepartie un appui direct des pays développés sous forme d'assistance, d'échanges, d'allègement de la dette et d'investissements, était le premier accord visant à assurer que le XXI^e siècle serait bien le siècle "du développement pour tous". Cela revêt une importance particulière au moment où l'on enregistre un ralentissement de l'économie mondiale qui aggrave la vulnérabilité des pays en développement et les empêche d'atteindre l'objectif du développement durable. On a également considéré que la Conférence était particulièrement utile pour garantir les ressources financières nécessaires pour faire face aux problèmes d'environnement de portée mondiale dans le cadre du développement durable, notamment parce qu'elle se tenait quelques mois avant le Sommet mondial. Cette donnée favorable a été reprise non seulement au Sommet mais aussi et surtout à l'occasion de la réunion consacrée à la troisième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la plus importante à cette date au cours de laquelle deux nouveaux domaines d'activité présentant un intérêt pour le PNUE et d'autres organismes d'exécution ont été retenus.

II. LE SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

A. Premières mesures

22. La sixième session extraordinaire du Conseil d'administration, qui a vu se constituer le Forum ministériel mondial sur l'environnement, a également été la session au cours de laquelle le PNUE a procédé à des préparatifs fondamentaux en vue du Sommet de mai 2000; les ministres de l'environnement du monde entier ont adopté à cette occasion la Déclaration ministérielle de Malmö dans laquelle ils expriment la profession de foi suivante :

«A l'aube de ce nouveau siècle, nous disposons des ressources humaines et matérielles permettant de parvenir à un développement durable qui ne soit pas un concept abstrait mais une réalité concrète. Les avancées sans précédent des technologies de l'information et des techniques de production, l'apparition d'une jeune génération ayant un grand sens de l'optimisme, de la solidarité et des valeurs, de femmes plus sensibilisées et jouant un rôle plus actif dans la société, sont autant d'éléments qui donnent à penser que l'on assiste à l'émergence d'une nouvelle prise de conscience. D'ici 2015, nous pouvons faire reculer la pauvreté de moitié sans dégrader l'environnement, assurer la sécurité environnementale grâce à l'alerte rapide, mieux intégrer les considérations environnementales dans les politiques économiques, mieux coordonner les instruments juridiques et réaliser notre vision d'un monde sans taudis. Nous nous engageons à faire en sorte que cette vision commune devienne réalité.»

23. Cette profession de foi, qui a été incorporée à la Déclaration du millénaire de l'Organisation des Nations Unies demeure le fil conducteur que suit la communauté internationale pour parvenir au consensus permettant de surmonter, au niveau mondial, les obstacles nuisant à l'environnement et au développement durable.

24. La Déclaration souligne que la Conférence de 2002 devrait viser à résoudre les principaux problèmes soulevés par le développement durable, et en particulier les multiples conséquences du fardeau de la pauvreté sur l'existence d'une grande majorité des habitants de la Terre, qui ont pour pendant une consommation excessive et superflue ainsi qu'une utilisation inefficace des ressources, lesquelles perpétuent le cercle vicieux de la dégradation de l'environnement et de l'aggravation de la pauvreté. La Déclaration est la première contribution intergouvernementale d'ordre stratégique aux préparatifs du Sommet. Elle a favorisé une évolution dans un certain nombre de domaines, y compris le renforcement des structures institutionnelles nécessaires à la gouvernance internationale en matière d'environnement, renforcement qui repose sur l'étude des besoins futurs en matière de structures institutionnelles capables de s'attaquer efficacement à une grande diversité de menaces pesant sur l'environnement dans un univers en voie de mondialisation. C'est à Malmö que le débat intergouvernemental sur le renforcement des dispositifs institutionnels devant sous-tendre le développement durable et la protection de l'environnement a débuté.

25. Le Sommet a permis de concrétiser la profession de foi et la voie tracée dans la Déclaration de Malmö sous forme d'une série d'objectifs et de mesures rassemblés dans un plan de mise en œuvre concret. Les résultats du Sommet ont donc une importante incidence sur les propositions dont le Conseil est saisi à la présente session.

B. Résultats du Sommet mondial

26. Les résultats du Sommet, d'une grande portée et multiformes, sont les suivants :

a) La Déclaration de Johannesburg sur le développement durable qui définit le cadre politique dans lequel doit survenir l'avènement d'un développement durable;

b) Le Plan de mise en œuvre des résultats du Sommet, qui est un programme de mesures détaillées grâce auxquelles la communauté internationale traduira dans les faits les engagements de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet «planète Terre»), est axé sur les mesures et objectifs à réaliser;

c) Les partenariats conclus en plénière, qui représentent une nouvelle approche en ce qui concerne la conclusion de partenariats regroupant diverses parties prenantes aux fins de développement durable;

d) Le débat en plénière sur l'initiative du Secrétaire général concernant l'eau et l'assainissement, l'énergie, la santé, l'agriculture et la biodiversité (WEHAB).

C. Conséquences pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement

27. Les 11 chapitres du Plan de mise en œuvre comportent une série d'engagements et d'objectifs propres à favoriser l'avènement d'un développement durable fondé sur les objectifs prévus en matière de développement pour le millénaire. Tout au long du Plan de mise en œuvre, l'utilité des travaux du PNUE est reconnue. Les gouvernements se félicitent de ces contributions et de la série de recommandations figurant dans le Plan, qui ont des incidences directes ou indirectes sur les activités du PNUE. A la suite du Sommet mondial, le PNUE a procédé à un examen systématique des conséquences

qu'auraient les résultats du Sommet et il a remanié les propositions dont le Conseil est saisi pour tenir compte des recommandations du Sommet. Bien que le PNUE ait un rôle à jouer dans pratiquement tous les domaines sur lesquels porte le Plan de mise en œuvre, il convient de tenir compte du résultat d'ensemble du Sommet. La présente session, qui est le premier forum intergouvernemental important organisé après le Sommet, revêt un intérêt crucial non seulement parce qu'il fournira les orientations nécessaires aux travaux du PNUE, mais aussi parce qu'il fera le nécessaire pour que le volet «environnement» du développement durable demeure au premier plan.

D. Le Plan de mise en œuvre des résultats du Sommet mondial de Johannesburg

28. Au cours des débats qui ont eu lieu à Johannesburg, on a beaucoup insisté sur le fait qu'Action 21 et le Programme pour une mise en œuvre plus poussée d'Action 21⁷ demeuraient pertinents. On a eu le sentiment que chacun estimait qu'au fond la mise en œuvre d'Action 21 avait progressé mais que beaucoup restait encore à faire. C'est pourquoi, le Plan de mise en œuvre fixe la voie qui s'impose ainsi que des repères permettant de suivre l'évolution vers le développement durable. Il définit également un cadre dans lequel inscrire les trois piliers du développement durable et fixe des points de référence permettant de suivre les progrès, y compris en ce qui concerne la réalisation des objectifs en matière de développement au cours de la prochaine décennie.

29. L'accent qui est mis dans le Plan de mise en œuvre sur l'intégration des trois piliers du développement durable ainsi que sur la pauvreté et le développement est de nature à donner plus de force à la notion «d'environnement propice au développement». D'importantes décisions ont été prises grâce auxquelles ce nouvel élan influe sur un certain nombre de domaines d'activité concernant des questions telles que la modification des modes de consommation et de production non viables, la protection et la gestion des ressources naturelles sur lesquelles est fondé le développement économique et social, le développement durable dans un monde en voie de mondialisation, la santé et le développement durable, le développement durable des petits Etats insulaires en développement, le développement durable de l'Afrique et d'autres initiatives régionales, les moyen d'action et le cadre institutionnel propices au développement durable.

E. Les principaux résultats du Sommet

30. Tenu en Afrique du Sud, sur le continent africain, le Sommet a été en lui-même un puissant message des dirigeants mondiaux : à travers l'Afrique, ils envisagent un futur plein d'espoir, soutenu par le sens des responsabilités et un renouveau de l'engagement pris par la communauté internationale de voir l'avènement d'un développement durable. Le Sommet a été, pour bien des peuples et nations du monde entier, un signe d'espoir, d'autant qu'il était soutenu par l'engagement ravivé de la communauté internationale d'atteindre les objectifs d'un développement durable.

31. Au nombre des éléments les plus importants du Plan d'application, on doit citer :

- a) La mise en place d'un programme-cadre, qui s'échelonne sur 10 ans, pour soutenir les initiatives régionales et nationales en vue d'accélérer la transition à des modes de production et de consommation durables;
- b) Gestion des déchets et des produits chimiques : les pays sont encouragés à appliquer le nouveau Système mondial harmonisé pour le classement et l'étiquetage des produits chimiques;
- c) Protection et gestion de la base des ressources naturelles qui sous-tende le développement économique et social : inverser les tendances actuelles à la détérioration des ressources naturelles et prendre des mesures pour atteindre les objectifs dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de

l'assainissement. Durant la période 2002-2006, l'accent portera sur le traitement des eaux usées municipales, dans le contexte d'une accélération de la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres;

d) Protection du milieu marin : il a été convenu qu'aucun effort ne serait épargné pour réaliser des progrès substantiels d'ici la prochaine réunion des responsables du Programme d'action mondial, qui aura lieu en 2006, et que d'ici 2004, il faudra mettre en place, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, un mécanisme de notification et d'évaluation périodiques de l'état du milieu marin dans le monde;

e) Pollution atmosphérique : il a été convenu d'améliorer l'accès des pays en développement à des solutions de remplacement des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, d'ici 2010;

f) Désertification : le Plan d'application demande au FEM de désigner la dégradation des sols comme domaine d'action prioritaire du FEM;

g) Diversité biologique : le Plan d'application prévoit de réduire sensiblement, d'ici 2010, la cadence de l'appauvrissement de la diversité biologique et demande que soit négocié un instrument international qui encouragerait et assurerait le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques;

h) Energie : le Plan d'application reconnaît qu'il faudrait recourir davantage aux sources d'énergie renouvelables et que l'approvisionnement énergétique devrait être diversifié moyennant le recours à des techniques moins polluantes, plus efficaces et plus rentables;

i) Le développement durable dans un monde en voie de mondialisation : le Plan d'application demande que l'on encourage activement les sociétés et entreprises commerciales à être responsables et rendre compte de leurs actions, selon les Principes de Rio;

j) La santé et le développement durable : les textes adoptés dans ce domaine contribueront pour une large part à la réalisation des objectifs de développement pour le millénaire;

k) Le développement durable des petits Etats insulaires : les textes adoptés dans ce domaine préconisent une mise en œuvre nationale et régionale à l'aide de ressources financières adéquates. Ils prévoient en outre la promotion du transfert de technologies, du développement des capacités et d'un appui au programme de travail sur la diversité biologique marine et côtière et aux programmes relatifs aux eaux douces, ainsi qu'un examen complet de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement⁸.

l) Le développement durable de l'Afrique : le Sommet a affirmé son engagement à instaurer un développement durable en Afrique en prenant des mesures d'action concrètes pour mettre en œuvre l'Action 21 dans le cadre du NPDA.

32. En présentant le programme de travail du PNUE pour l'exercice biennal 2004-2005, nous nous sommes efforcés, dans tous ses domaines d'activité, ainsi que dans d'autres, de jeter les bases de la contribution du PNUE à la réalisation de ses objectifs. Une évaluation plus approfondie des incidences du Sommet sur le PNUE figure dans le rapport UNEP/GC.22/5 qui porte sur les résultats du Sommet mondial pour le développement durable.

F. Partenariats

33. Un aspect important du Sommet, qui a suscité une nouvelle impulsion, est la prise en compte de la notion de partenariat. Il a été compris par tous que les partenariats peuvent être le moyen privilégié de poursuivre de manière réaliste l'objectif d'un développement durable, et que pour assurer une démarche internationale cohérente et globale pour instaurer le développement durable il faut faire appel à la participation de tous les acteurs de la société civile et, enfin, que les partenariats tant au sein des gouvernements qu'entre les gouvernements et les principaux groupes de la société sont appelés à jouer un rôle crucial. Il est très encourageant de constater que le Sommet de Johannesburg a engendré spontanément un grand nombre d'initiatives de partenariats; il restera à suivre ces efforts pour contribuer à l'objectif d'un développement durable. Le PNUE possède dans ce domaine une longue expérience de collaboration avec le secteur privé, concernant en particulier les initiatives sectorielles, les initiatives volontaires du secteur industriel et les codes de conduite. Le PNUE entend également redoubler d'efforts pour mobiliser la société civile en général, et la jeunesse en particulier, pour qu'elle participe à ses travaux; de nouvelles stratégies seront proposées dans ce domaine. Nous sommes confiants que, grâce à cette expérience et à cette détermination, nous serons en mesure de faciliter ce processus et d'améliorer notre rôle en tant que partenaire stratégique.

G. L'action du PNUE dans le cadre des partenariats

34. Le PNUE s'efforce activement, dans le cadre des initiatives de partenariats volontaires (initiatives de type 2), d'entreprendre des activités en collaboration avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux pour faire face aux problèmes écologiques. Le PNUE, en plus de son rôle d'agent d'exécution du FEM, a constitué des alliances avec d'autres partenaires pour engager de concert une action raisonnée. Ces initiatives ont été entreprises dans les domaines suivants : ressources en eau douce; milieu côtier et marin; récifs coralliens; montagnes; conservation des grands singes; santé et environnement; droit de l'environnement; réseau mondial d'énergie; transfert de technologies; combustibles et véhicules non polluants; énergie solaire; développement des capacités dans le domaine du commerce, de l'environnement et du développement; et intervention en cas d'urgence écologique.

H. Evaluation globale

35. L'importance du Sommet mondial pour le développement durable a été reconnue par l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session, lorsqu'elle a décidé par sa résolution 57/253 d'adopter le développement durable comme élément clé du cadre global de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies, en particulier pour atteindre les objectifs de développement internationalement convenus. L'Assemblée générale a également encouragé le lancement d'initiatives de partenariats volontaires et a souscrit aux engagements, programmes, cibles et objectifs du Sommet mondial. Particulièrement importante est la réaffirmation, par l'Assemblée générale, que l'élimination de la pauvreté, l'adoption de modes de consommation et de production durable, ainsi que la protection et la gestion de la base des ressources naturelles qui sous-tend le développement économique et social, sont des préalables à l'avènement d'un développement durable.

I. Un suivi intégré

36. Les conférences des Nations Unies signalent, avec le Sommet mondial pour le développement durable, l'émergence d'un programme international concret s'inscrivant dans le contexte de la mondialisation. Le suivi des conférences des Nations Unies est également en cours de discussion à l'échelon intergouvernemental, et verra la création, comme suite à la résolution 57/270 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2002, d'un groupe de travail spécial à composition non limitée qui sera

chargé de l'ensemble des questions thématiques liées au suivi des conférences des Nations Unies tenues ces dix dernières années. Des domaines plus précis, élevé en particulier aux pays les moins avancés et aux petits Etats insulaires en développement, seront abordés à l'échelon intergouvernemental le plus élevé et les problèmes auxquels font face ces pays vulnérables recevront une attention particulière. Le PNUE est tout disposé, à cet égard, à remplir au sein du système des Nations Unies son rôle d'autorité principale dans le domaine de l'environnement à l'échelle planétaire.

III. LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PERIODE 2004 - 2005

A. Une démarche intégrée

37. Le Sommet mondial pour le développement durable a mis en relief les liens critiques entre les trois piliers du développement durable, à savoir la protection de l'environnement, l'équité sociale et le développement économique. Il nous faut cependant reconnaître aussi le lien crucial entre l'environnement et le développement, mis en évidence par les rapports entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement, ainsi que la pression croissante qu'impose à l'environnement la poursuite de modes de production et de consommation qui ne sont pas viables à long terme. Cette perspective s'inscrit dans le prolongement des décisions des précédents sommets qui ont fait date dans l'histoire en identifiant les nouvelles priorités, et elle définit le contexte dans lequel s'inscrira le programme de travail proposé pour la période 2004-2005, en veillant à ce qu'il soit conforme au mandat du PNUE, et fidèle à l'intention du Sommet mondial pour le développement durable, qui est de privilégier la mise en œuvre.

B. Les cinq domaines d'action prioritaires

38. Parmi la multitude de domaines d'intérêt mis à jour par les grandes conférences qui se sont tenues récemment, les cinq domaines d'activité retenus par le Conseil d'administration il y a cinq ans, en 1998, continuent de sous-tendre le programme de travail du PNUE. Ce sont :

- a) L'évaluation de l'environnement et l'alerte rapide;
- b) L'amélioration de la coordination entre les conventions sur l'environnement et l'élaboration d'instruments de politique d'environnement;
- c) Les eaux douces;
- d) Le transfert de technologie et l'industrie;
- e) L'aide à l'Afrique.

C. Les trois catégories de programmes

39. La cohérence et l'intégration du programme de travail pour la période biennale 2004-2005 ont été améliorées encore par l'établissement d'un lien entre les priorités du programme et les trois principales catégories d'activités, qui sont :

- a) La surveillance de l'environnement, l'évaluation et l'alerte rapide;
- b) Le programme WEHAB;

c) La promotion de l'intégration des politiques.

a) La surveillance de l'environnement, l'évaluation et l'alerte rapide

40. Cette catégorie d'activités est conforme à ce que prévoit le Plan d'application du Sommet mondial, où il est dit qu'une information crédible sur l'état et l'évolution de l'environnement est un préalable à toute intervention stratégique. A cet égard, il faudra veiller à ce que les politiques d'environnement soient fondées sur de solides bases scientifiques. Les activités ci-dessus seront menées à bien avec la collaboration de tout l'éventail des partenaires, d'autres institutions internationales et la communauté scientifique, et elles s'appuieront sur un réseau d'institutions comprenant le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature (CMSC) du PNUE ainsi que les centres de collaboration du PNUE tels que la GRID Arendal. Le PNUE a ainsi pu développer considérablement ses capacités grâce aux activités de recherche et d'analyse des centres de collaboration.

41. La priorité consistera à rendre opérationnel le Groupe intergouvernemental sur l'évolution de l'environnement mondial, comme décidé par le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à sa septième session extraordinaire, dans sa décision SS.VII/1 relative à la gouvernance internationale en matière d'environnement. Le PNUE continuera d'effectuer les évaluations de l'environnement mondial qui revêtent un caractère prioritaire, dans le cadre d'activités telles que la production des rapports de la série l'Avenir de l'environnement mondial (GEO), l'Evaluation des écosystèmes du millénaire, l'Evaluation mondiale des ressources en eau internationale (GIWA) et le soutien apporté au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). Les centres de collaboration du PNUE tels que la GRID Arendal ainsi que le WCMC apporteront une aide inestimable dans cette entreprise. Le PNUE continuera aussi de soutenir les programmes de recherche et d'application tels que le Programme climatique mondial. Il poursuivra aussi sa collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et d'autres organismes des Nations Unies pour concourir à la mise en place de Systèmes mondiaux d'observation et de surveillance. Le PNUE continuera en outre de favoriser le développement des capacités à tous les échelons (régional, sous-régional, national) pour la réalisation d'évaluations intégrées de l'environnement qui serviront de point d'appui à la fourniture de services d'alerte rapide et d'études de vulnérabilité concernant, en particulier, les nouveaux problèmes d'environnement. Le PNUE pourra ensuite, en coopérant avec d'autres organismes des Nations Unies et autres intéressés, établir et appliquer des directives et stratégies d'alerte rapide pour la préparation et l'adaptation aux catastrophes naturelles et anthropiques, et l'atténuation de leurs effets, en mettant l'accent sur la dimension écologique de ces phénomènes. Le PNUE aidera aussi les pays à prévoir les urgences écologiques, à s'y préparer et à intervenir, y compris à effectuer des évaluations environnementales suivant une catastrophe ou un conflit.

b) Le programme WEHAB

42. Le PNUE a joué un rôle critique dans l'élaboration de l'initiative WEHAB du Secrétaire général de l'ONU en prévision du Sommet mondial pour le développement durable. Au cours du prochain exercice biennal, le PNUE veillera tout particulièrement à ce que l'environnement soit bien pris en compte dans les cinq domaines du programme WEHAB, à savoir l'eau et l'assainissement, l'énergie, la santé, l'agriculture et la diversité biologique. Ce faisant, le PNUE soulignera les liens entre la protection de l'environnement et l'atténuation de la pauvreté, notamment en élaborant et appliquant des directives pour la prise en compte de l'environnement dans les stratégies d'atténuation de la pauvreté. Le PNUE mènera ses travaux dans ce domaine en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) la Banque mondiale et d'autres organismes des Nations Unies qui participeront à la mise en œuvre du programme WEHAB. L'impact des changements climatiques concerne tous les domaines du programme WEHAB et sera abordé en même temps que la question des

modes de production et de consommation non durables susceptibles d'avoir un impact sur le programme WEHAB. On s'efforcera, dans la poursuite de ces objectifs, de faire appel à la participation des acteurs de la société civile, dans le cadre d'initiatives de partenariats et d'alliances stratégiques. Dans le domaine de la santé, beaucoup a pu être fait en mobilisant les ressources et la participation du secteur privé.

c) Promotion de l'intégration des politiques

43. L'intégration des politiques est justifiée par la démarche adoptée par le Sommet mondial, à savoir concilier les trois piliers du développement durable, qui sont le développement social, économique et écologique. Pour parvenir à instaurer avec succès un développement durable, les politiques d'environnement et le programme WEHAB devront concilier les politiques qui concernent les problèmes intersectoriels. Le PNUE a déjà fait ses preuves dans bon nombre de ces domaines et le Sommet mondial donnera au PNUE un nouveau souffle lui permettant de renforcer ses activités au cours du prochain exercice biennal. Les principales activités relevant de ce domaine seront : la modification des modes de consommation et de production; l'atténuation des risques de changement climatique; la création de synergies entre les politiques commerciales et financières et les politiques d'environnement et de développement; l'amélioration de la gouvernance en matière d'environnement et le renforcement du droit en la matière; la promotion de la coopération régionale; et la participation de la société civile, du secteur privé et du public. Cette démarche est présentée en détail dans l'aperçu du programme stratégique du PNUE pour la période 2004-2005 dont le Conseil est saisi à sa présente session.

D. La gouvernance internationale de l'environnement

44. Un autre aspect du programme de travail dont est saisi le Conseil/Forum est la mise en œuvre des résultats des travaux du PNUE dans le domaine de la gouvernance internationale en matière d'environnement. Les recommandations du Groupe intergouvernemental à composition non limitée de ministres ou de leurs représentants sur la gouvernance internationale de l'environnement⁹, adoptées par le Sommet mondial pour le développement durable, portaient sur un certain nombre de domaines importants pour l'application des politiques d'environnement à l'avenir. Des mesures visant à appliquer ces politiques ont été incluses dans le programme de travail du PNUE. S'agissant du rôle du Conseil/Forum, le renforcement des activités du PNUE dans le domaine de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement permettront au PNUE d'assumer sa responsabilité primordiale s'agissant de suivre l'état de l'environnement de la planète et d'établir, sur la base de données scientifiques fiables, des indicateurs et des mesures d'intervention pour faire face aux nouveaux problèmes environnementaux d'importance internationale. La session en cours du Conseil/Forum a été structurée de manière à prendre en compte les recommandations du Groupe intergouvernemental de ministres concernant la structure du Conseil/Forum.

E. Les liens avec les accords multilatéraux sur l'environnement

45. Des efforts spéciaux ont été faits pour développer les synergies et les liens entre les divers accords multilatéraux sur l'environnement et on s'efforcera de mettre en place un programme cohérent de développement des capacités pour faciliter l'application de ces conventions à tous les niveaux – régional, sous-régional et national.

F. Rapprochement entre la science et les politiques d'environnement

46. Le rôle des évaluations scientifiques dans l'amélioration des politiques d'environnement et la prise de décisions a été parmi les principaux thèmes abordés dans le cadre du débat sur la gouvernance internationale de l'environnement. La décision prise par le Conseil d'administration à sa septième session extraordinaire de créer un Groupe intergouvernemental sur l'évolution de l'environnement mondial a été reprise en écho par le Sommet mondial, qui demande que les avis scientifiques et technologiques soient fournis avec une plus grande efficacité. Le Conseil/Forum est saisi d'une proposition globale concernant la création de ce groupe. La mise en place du groupe permettra, dès qu'il sera pleinement opérationnel, de mobiliser les compétences scientifiques du monde entier pour développer le fonds de connaissances du PNUE, fournir au Conseil/Forum des avis autorisés en temps utile, renforcer l'autorité du Conseil/Forum et donc son aptitude à s'acquitter de son mandat, et promouvoir une action concertée entre les différentes entités qui composent la structure actuelle en matière de gouvernance internationale de l'environnement.

G. Le développement des capacités et le soutien technique

47. Le développement des capacités sera prioritaire au sein de chacun des domaines d'activités, conformément à l'importance qui lui a été conférée par le débat sur la gouvernance internationale de l'environnement. A cet égard, le PNUE étudie actuellement avec le PNUD la possibilité de constituer une alliance stratégique pour le développement des capacités, en exploitant les capacités analytiques, techniques et normatives du PNUE, d'une part, et les capacités du PNUD sur le terrain, d'autre part. Enfin, le PNUE utilisera pleinement toutes les ressources dont il dispose. Le Centre d'écotechnologie du PNUE (CIET) à Osaka, au Japon, développera encore ses activités afin d'offrir un soutien technique pour le développement des capacités, de manière à répondre à l'attente des gouvernements. Dans ce contexte, il nous faudra améliorer le transfert de technologies pour lutter contre la pauvreté, dans le respect de l'environnement et de l'ensemble des couches sociales. La mise en place, à l'échelle intergouvernementale, d'un plan stratégique visant à apporter aux pays en développement un appui technique et une assistance pour le développement des capacités, comme convenu à Cartagena, permettra de franchir une étape capitale dans la voie d'une stratégie globale.

H. Le Groupe de la gestion de l'environnement

48. Le PNUE a également entrepris de renforcer le secrétariat du Groupe de la gestion de l'environnement pour qu'il soit mieux à même de coordonner les politiques d'environnement à l'échelle du système des Nations Unies.

I. Vers une composition universelle du Conseil d'administration/ Forum ministériel mondial sur l'environnement

49. Parmi les questions abordées dans le contexte de la gouvernance internationale de l'environnement figurait la question importante et complexe de la transition à une composition universelle du Conseil d'administration du PNUE; cette question a été abordée lors du Sommet mondial pour le développement durable. Elle a également été examinée par l'Assemblée générale à sa récente session et a fait l'objet de sa résolution 57/251 en date du 20 décembre 2002. L'Assemblée générale a invité les Etats Membres, le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement et les organes concernés du système des Nations Unies à soumettre au Secrétariat de l'ONU leurs vues sur la question et elle a prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée, pour qu'elle puisse examiner à sa cinquante-huitième session, un rapport où toutes ces vues seraient consignées. En prévision de cette session de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur

l'environnement devrait présenter en 2004 des propositions concrètes à cet égard. Dans cette même résolution, l'Assemblée générale a prié le PNUE de continuer, dans le cadre de son mandat, d'apporter son concours au programme de développement durable ainsi qu'à la mise en œuvre d'Action 21 à tous les niveaux. Le programme de travail dont est saisi le Conseil/Forum à la présente session fournit une réponse globale au désir exprimé par la communauté internationale de voir le PNUE jouer un rôle central à cet égard.

IV. LE FINANCEMENT

50. Au cours des cinq années écoulées, le secrétariat du PNUE a été extrêmement gratifié et encouragé par la confiance croissante que les Etats membres témoignent à l'égard de ses travaux. Ce regain de confiance a été encore renforcée récemment par l'annonce faite par plusieurs gouvernements parmi les principaux donateurs qu'ils augmenteraient substantiellement leurs contributions au Fonds pour l'environnement, ce dont le PNUE leur est extrêmement reconnaissant.

51. Le PNUE a récemment conclu des accords de partenariats bilatéraux avec plusieurs gouvernements pour mener une coopération dans certains domaines importants de son programme de travail, qui bénéficieront d'un financement additionnel. Les fonds accordés au titre de ces accords ne seront pas liés à des projets particuliers privilégiés par les donateurs mais seront affectés à l'ensemble du programme de travail, donnant ainsi à celui-ci une plus grande stabilité financière à long terme.

52. Les partenariats avec le secteur privé et les principaux groupes de la société constituent aussi une importante source de financement potentielle. Le PNUE est résolu à coopérer avec le secteur privé et les grands groupes et à constituer des partenariats avec eux. Le Sommet mondial a bien mis en évidence que la recherche d'un développement durable ne sera réalisable qu'avec la participation active de tous les intéressés.

53. Un autre aspect de cette confiance accrue se traduit par une augmentation des mandats intergouvernementaux confiés au PNUE. Malgré tout, le montant des ressources à la disposition du Fonds pour l'environnement reste en-deçà des espérances et il est évident que les fonds disponibles ne sont pas à la hauteur de ce qui est attendu de l'organisation. Le programme de travail pour l'exercice biennal 2004-2005 dont est saisi le Conseil/Forum repose sur une enveloppe budgétaire de 130 millions de dollars, ce qui ne représente qu'une modeste augmentation par rapport au précédent exercice biennal. Le projet de budget repose sur une évaluation réaliste du montant des ressources que les Etats Membres sont susceptibles d'accepter à ce stade, mais ne représente que le strict minimum nécessaire pour réaliser les propositions ambitieuses du programme de travail. L'appel lancé dans la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du programme des Nations Unies pour l'environnement¹⁰ pour un financement stable, adéquat et prévisible, reste donc tout aussi valable aujourd'hui qu'au jour où la Déclaration a été adoptée.

54. Le montant futur des contributions des Etats membres dépendra de la continuité de leur confiance dans les travaux de l'organisation. A présent, l'évolution globale du financement est encourageante. La mise en place d'un barème des quotes-parts, à titre indicatif, commence déjà à modifier le profil des contributions au Fonds pour l'environnement. Suite à l'envoi de ce barème des quotes-parts aux Etats membres, un certain nombre d'Etats ont répondu qu'ils acceptaient ce système, et il est extrêmement satisfaisant de constater que, pour la première fois dans l'histoire du PNUE, plus de 100 Etats membres contribueront prochainement au Fonds pour l'environnement. Le montant des ressources à la disposition du Fonds pour l'environnement sera ainsi plus prévisible. Une importante conséquence de cette évolution positive est que le PNUE se sentira davantage soutenu et en possession de ses moyens. Comme envisagé par le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à sa

septième session extraordinaire, le barème des quotes-parts indicatif sera présenté au Conseil/Forum en 2004 pour réexamen.

55. L'Assemblée générale des Nations Unies a réitéré, dans sa résolution 57/251 du 20 décembre 2002, la nécessité de ressources financières stables, adéquates et prévisibles et, conformément à sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, elle a souligné que le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies devait refléter adéquatement l'ensemble des dépenses administratives et de gestion du PNUE. Dans cette même résolution, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de revoir périodiquement les besoins de financement du PNUE et de l'Office des Nations Unies à Nairobi pour assurer la prestation efficace des services nécessaires au PNUE et aux autres organismes des Nations Unies sis à Nairobi. A cet égard, il importe de constater que les dépenses administratives sont restées stables durant l'exercice biennal écoulé et que l'enveloppe budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005 confirme cette tendance. Les efforts dans le sens de la prudence et de la modération s'agissant des dépenses administratives n'ont pas empêché de réunir les fonds nécessaires pour améliorer les locaux de l'Office des Nations Unies à Nairobi, non seulement pour le bénéfice du personnel, mais aussi des Etats membres représentés auprès du PNUE et de l'ONU-HABITAT.

56. L'Assemblée générale a également reconnu, dans de précédentes résolutions (55/200 du 20 décembre 2000 et 56/193 du 21 décembre 2001) qu'il convenait d'améliorer le soutien apporté au PNUE dans le cadre du budget ordinaire de l'ONU. Malgré cela, la contribution du budget ordinaire de l'ONU plafonne aux alentours de 5 % du Fonds pour l'environnement. Les Etats membres souhaiteront peut-être étudier cette question plus avant lors de la session du Conseil/Forum et aussi, ce qui sera plus important encore, au sein des Commissions compétentes de l'Assemblée générale.

V. CONCLUSION

57. Les deux années écoulées ont été inédites pour le PNUE, vue la complexité des activités intergouvernementales auxquelles il a participé. Il est gratifiant de constater que les Etats membres ont non seulement prouvé leur volonté politique mais aussi leur soutien au renforcement du PNUE en tant que porte-parole de l'environnement au sein du système des Nations Unies. Le Sommet mondial et ses résultats ont apporté la preuve d'un réel désir d'aplanir les divergences de vues et de convenir d'un plan d'application qui permettra d'assurer la viabilité future de la planète. Le Sommet mondial a également fourni l'illustration du potentiel des partenariats pour améliorer la vie de millions d'êtres humains.

58. Les négociations ont parfois été difficiles mais se sont avérées infiniment constructives. Elles démontrent que malgré les incertitudes et les dangers qui planent sur notre monde d'aujourd'hui, la communauté internationale peut s'unir à la poursuite d'un but commun, qui est d'assurer la protection de l'environnement mondial et la viabilité de notre Terre, nécessaires aux générations futures.

59. Le programme de travail présenté au Conseil/Forum est à la hauteur des défis que pose la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement durable. Il représente la contribution du PNUE au consensus international pour une action en faveur d'un développement durable ainsi qu'une nouvelle éthique fondée sur la détermination et la mise en œuvre.

60. La vision exprimée par les ministres de l'environnement du monde entier à Malmö nous aidera à intensifier nos efforts pour passer de l'intention à l'action. Le PNUE entreprendra vigoureusement de nouvelles actions, avec le soutien des gouvernements et de tous les autres partenaires, pour que l'environnement soit au service de l'élimination de la pauvreté et pour améliorer le bien-être des êtres humains en harmonie avec la nature. Nous nous sommes engagés à faire comprendre que le développement durable et la sécurité écologique sont deux piliers essentiels de la paix. Nos efforts

renouvelés pour prendre des mesures visant à instaurer des liens durables entre l'homme et la nature fortifieront les fondements de la paix aujourd'hui comme demain, et ferons en sorte que tous nos efforts profitent aux générations présentes et futures pour qu'elles puissent jouir de l'environnement sain qu'offre notre planète.

¹ Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.03.II.A.1) Chap. I, résolution 2, annexe.

² Ibid., résolution 1, annexe.

³ WT/MIN (01)/DEC/1.

⁴ Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

⁵ Décision SS.VI/1 du Conseil d'administration, annexe.

⁶ A/57/270 et Corr.1